

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État

Ministère des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024

Objet de la consultation

Entretien de l'assainissement en zone d'accès difficile et de wateringues _ DIR Nord / District du Littoral

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 11/12/2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Définition de la procédure.....	4
2.2 Décomposition en tranches et en lots.....	4
2.3 Nature de l'attributaire.....	4
2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2.5 Variantes.....	5
2.6 Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.7 Exigences minimales de la négociation.....	5
2.8 Délai d'exécution des travaux.....	5
2.9 Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2.10 Délai de validité des offres.....	5
2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2.16 Clauses sociales et environnementales.....	6
ARTICLE 3 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	8
3.1 Solution de base.....	8
3.2 Variantes.....	12
ARTICLE 4 SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	12

4.1 Sélection des candidatures.....	12
4.2 Jugement et classement des offres.....	12
ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	17
5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	17
5.2 Signature électronique.....	18
5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	20
ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	21

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales et sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne l'entretien de l'assainissement en zone d'accès difficile et de waterings sur le réseau routier national géré par la DIR Nord dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais sur le secteur du district du Littoral.

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage envisage d'échelonner la dépense de façon dégressive. Ainsi, sans prédire de l'engagement des dépenses de la part du maître d'ouvrage, les volumes de commande escomptés représenteraient :

- lors de la première année ferme de l'accord-cadre, un montant de l'ordre du maximum annuel prévu au marché ;
- en cas d'une première reconduction, un volume équivalent à la moitié du maximum annuel ;
- en cas d'une deuxième et troisième reconduction, des volumes de commande plus modestes, de l'ordre de 100 000 € TTC, pour réaliser l'entretien des travaux réalisés durant les deux dernières années de l'accord-cadre.

Ces hypothèses ne constituent néanmoins pas un engagement de la part du maître d'ouvrage.

Les prestations, objets de la présente consultation, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : le réseau routier national non-concédé géré par la Direction Interdépartementale des Routes Nord dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais sur les communes de Calais, Coulogne, Offekerque, Nouvelle Eglise, Vieille Eglise, Saint-Omer Capelle, Saint Folquin et Gravelines.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.5 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.7 Exigences minimales de la négociation

Le maître d'ouvrage envisage la négociation mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Les contraintes environnementales ne sont pas négociables.

2.8 Délai d'exécution des travaux

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est joint au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Les chantiers objet des bons de commandes sont soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2.16 Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 12.2 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Mission Emploi désignée ci-dessous se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

MELT Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix, 59200 Tourcoing
Contact : Hugo VANDAMME
06 33 33 22 40 – hvandamme@lamelt.fr

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- La prise en compte de la période de nidification pour la réalisation des travaux d'abattage et débroussaillage
- La gestion des déchets notamment la filière d'évacuation type revalorisation des produits d'abattage et broyage
- La dématérialisation des livrables. (les pièces particulières du marché, et notamment la N.R.E. en annexe au CCTP, fixent des prescriptions environnementales, en particulier pour la réduction des nuisances, la gestion de déchets, les modalités de transport et la qualité environnementale des matériaux.

ARTICLE 3 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera renseigné et daté par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

L'acte d'engagement ne devra pas être signé lors du dépôt de l'offre, le candidat susceptible d'être retenu y sera invité ultérieurement.

3.1 Solution de base

3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Pièces administratives :

- A0.1 : Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- A0.2 : Règlement de Consultation (RC)
- A.1 : Acte d'Engagement (AE)
- A.2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- A.2.1 : Annexe au CCAP : Notice d'Exploitation Sous Chantier (NESC)

Pièces techniques :

- A.3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Annexes au CCTP :
 - A.3.1 : Notice de Respect de l'Environnement (NRE)
 - A.3.2 : Dossier de pièces graphiques
- A.4. : État des Prix Forfaitaires et Bordereau des Prix Unitaires (EPF-BPU)
- A.5. : Détail Estimatif Indicatif (DEI)
- A.6. : Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)

Pièces graphiques :

- A3.2.1 : Plan de situation des travaux

- Pièces pour information :

- B.1 : Cadre des sous-détails de prix unitaires et des décompositions des prix forfaitaires
- B.2 : Rapport d'étude du CEREMA : Caractérisation des résidus pour envoi en ISD
- B.3 : Rapport d'études SEGED : étude faune/flore des zones concernées par les travaux
- B.4 : Vue d'ensemble
- B.5 : Profils en travers types
- B.6 : Vue en plan – cahier des zones

3.1.2 Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Sous dossier « Candidatures » :

Chaque candidat doit produire un dossier de candidature comprenant les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché. L'utilisation en ligne du DUME (Document Unique de Marché Européen) est possible pour les conditions économiques et juridiques mais le candidat peut également répondre en candidature classique.

Le DUME est appelé à se substituer aux formulaires de type DC1 (lettre de candidature - désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement,...).

Le DUME permet ainsi aux candidats de :

- déclarer sur l'honneur qu'ils peuvent candidater à un marché public ;
- d'indiquer qu'ils n'entrent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner ;
- d'indiquer qu'ils remplissent les critères de sélection de candidatures au marché.

Ce document est à renseigner sur la plateforme des achats de l'état, sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Le DUME ne dispense cependant pas le candidat de fournir les différentes pièces du dossier de candidature.

Le candidat devra également fournir les documents permettant de justifier de sa capacité économique et financière, répondant au niveau suivant :

- Un chiffre d'affaires dont la moyenne sur les trois dernières années d'exercice est supérieure à deux (2) millions d'euros.

Pour justifier de ses capacités le candidat peut faire appel à des co-traitants ou sous-traitants, il devra alors produire un engagement écrit de ceux-ci. L'attention des candidats est attirée sur le fait que certaines prestations essentielles devront être effectuées directement par le titulaire.

Sous-dossier « Offre » :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter et dater.

En cas de recours à la sous-traitance, les formulaires de déclaration de sous-traitance devront être remis au fur et à mesure de notification des commandes passées sur le présent accord-cadre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- L'État des Prix Forfaitaires et Bordereau des Prix Unitaires (EPF-BPU) : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Les documents explicatifs servant au jugement des offres :

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le Détail Estimatif Indicatif – DEI : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de DEI.

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) à élaborer selon les prescriptions du CCAP servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ), comprenant notamment :
 - les procédures envisagées par nature de tâches, la prise en compte de la zone d'évolution des engins, la prise en compte de l'accès aux zones de travaux définies par le maître d'œuvre
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), comprenant notamment une note organisationnelle précisant les dispositions et procédures qui seront mises en œuvre pour la réalisation des travaux, d'abattage, débroussaillage, curage de fossé, mise en stock des produits issus des curages, le tout dans des zones géographiques et procédures environnementales contraintes
 - Le planning prévisionnel d'intervention, pour une commande exemple d'abattages sur les 15 zones présentées au plan B.4, indiquant notamment le temps passé pour la réalisation de la prestation, en prenant pour hypothèse une notification du démarrage de la période d'exécution au 1^{er} février 2026
 - **Cette hypothèse n'est pas contractuelle et ne constitue pas un engagement de la part du maître d'ouvrage sur la date de notification des différentes périodes et délais du marché.**
- Une notice spécifique environnementale décrivant la méthodologie mise en œuvre par le candidat pour intervenir à proximité de waterings en préservant l'environnement et les espèces floristiques et faunistiques en place ; la méthodologie d'intervention pour abattage en fonction des périodes de nidification ; et les moyens et précautions mises en œuvre pour intervention en zone humide ;
- la décomposition des prix forfaitaires suivants :
 - Prix généraux : 110, 120, 130 et 140.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Le sous-détail des prix unitaires suivants :
 - Série de prix « Travaux d'entretien en haut de talus de remblai » : prix 320A ;
 - Série de prix « Travaux d'assainissement en bas de talus de remblai » : prix 420, 430A, 430B, 430C, 450C, 450D ;
 - Série de prix « Travaux d'espaces verts » : prix 610A, 610B, 620A, 620D ;

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Pour les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires, le non-respect de ces consignes entraînera une pénalisation au niveau du jugement de l'offre (Sous-critère SC₃ de la valeur technique). En ce sens, la seule mention « travaux sous-traités » ne sera pas acceptée.

Le candidat retenu sera invité à remettre l'ensemble des sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires dans les conditions de l'article 3.2.4.1 du CCAP.

3.1.3 Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Une attestation du pouvoir de la personne habilitée
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-2 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Le candidat susceptible d'être retenu sera invité à signer son offre électroniquement selon les modalités indiquées au 5-2 du présent règlement.

3.2 Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4 SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les candidatures avant d'examiner les offres.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci. En cas de candidatures restant incomplètes, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

4.2.1 Critères d'attribution

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère « prix des prestations » apprécié au vu du montant TTC du détail estimatif, fourni à titre indicatif (DEI) et valorisé par le candidat, document non contractuel destiné au jugement de l'offre.	60,00 %
Le critère « valeur technique des prestations » apprécié au vu du contenu des éléments techniques demandés à l'article 3-1.2 du présent Règlement de la Consultation et suivant les sous-critères ci-après.	20,00 %
Le critère « valeur environnementale de l'offre » apprécié au vu du contenu des éléments justificatifs environnementaux demandés à l'article 3-1.2 du présent Règlement de la Consultation et suivant les sous-critères ci-après.	20,00 %

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif indicatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif indicatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4.2.2 Méthode d'analyse et de notation des offres

1. Notation du critère « Prix des prestations »

Le critère prix sera apprécié au vu du montant en euros TTC, du détail estimatif indicatif (DEI), de l'offre considérée, selon les sous-critères définis ci-après.

$$\text{Note}_{\text{prix}} \text{ du candidat} = 20 \times \frac{\text{montant de l'offre la moins disante}}{\text{montant de l'offre du candidat}}$$

2. Notation du critère « Valeur technique des prestations »

Le principe consiste à attribuer une note sur 20 d'après les éléments fournis par le candidat dans son mémoire justificatif et explicatif.

La valeur technique des prestations, sera appréciée, selon les 3 sous-critères ci-après :

- Note SC₁ (40 %) : Qualité et précision du SOPAQ (notamment la description de l'organisation générale du chantier (la prise en compte des accès chantier, zone de stockage) ;
- Note SC₂ (40 %) : Qualité et précision des dispositions techniques prévues et des procédures d'exécution pour chaque phase de travaux ; la qualité et précision sur les délais de réalisation de la prestation abattage et la mise en place de la procédure de la filière d'évacuation des produits de coupe ;
- Note SC₃ (20%) : Précision et complétude des sous-détails de prix.

Les trois sous-critères SC₁, SC₂ et SC₃ seront notés sur 5 points chacun selon le système de notation suivant :

Valeur de la proposition		Notation
Complète	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	5
Très élevée	Réponse très satisfaisante comportant quelques imprécisions	4
Élevée	Réponse satisfaisante comportant quelques réserves mineures ou une réserve majeure qui devra être levée en période de préparation	3
Correcte	Réponse acceptable mais comportant certaines réserves majeures qui devront être levées en période de préparation	2
Insuffisante	Réponse présentant beaucoup d'imprécisions et de réserves mineures et majeures	1
Très insuffisante	Pas de réponse apportée ou réponse hors sujet (non adaptée au marché)	0

Les coefficients de pondération attachés aux sous-critères évalués sont ensuite appliqués, pour obtenir une note technique comprise entre 0 et 5 :

$$\text{Note}_{\text{critère technique}} = \text{Note}_{\text{SC1}} \times 0,40 + \text{Note}_{\text{SC2}} \times 0,40 + \text{Note}_{\text{SC3}} \times 0,20$$

La note sur 20 du critère « valeur technique » des prestations de chaque candidat sera calculée par la formule suivante :

$$\text{Note}_{\text{technique}} \text{ du candidat} = 20 \times \frac{\text{Note}_{\text{critère technique}} \text{ du candidat (entre 0 et 5)}}{\text{meilleure Note}_{\text{critère technique}} \text{ obtenue (entre 0 et 5)}}$$

3. Notation du critère « Valeur environnementale de l'offre »

Le principe consiste à attribuer une note sur 20 d'après les éléments fournis par le candidat dans son mémoire justificatif et explicatif.

La valeur environnementale de l'offre sera appréciée selon les éléments ci-après :

- La qualité de l'organisation de l'entreprise en vue d'assurer l'effectivité, le contrôle et le rendu de la mise en place de son PRE,
- La qualité du SOGED et précision des procédures de suivi des déchets,
- la capacité à prendre en compte le respect des périodes de nidification,
- la prise en compte de l'environnement sur un chantier type d'abattage, sur la base du planning attendu sur les 15 zones et les procédures de protection de l'environnement spécifiquement liées à ces travaux ;
- La qualité des propositions à l'initiative de l'entreprise remises à l'offre, notamment concernant la prise en compte des milieux humides existants pour la réalisation de la prestation demandée,
- La capacité de l'entreprise à proposer une méthodologie de travail compatible avec l'environnement (préservation des wateringues) ;
- La prise en compte du diagnostic faune/flore ;
- La prise en compte de la Notice de Respect de l'Environnement.

Valeur de la proposition		Notation
Complète	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	5
Très élevée	Réponse très satisfaisante comportant quelques imprécisions	4
Élevée	Réponse satisfaisante comportant quelques réserves mineures ou une réserve majeure qui devra être levée en période de préparation	3
Correcte	Réponse acceptable mais comportant certaines réserves majeures qui devront être levées en période de préparation	2
Insuffisante	Réponse présentant beaucoup d'imprécisions et de réserves mineures et majeures	1
Très insuffisante	Pas de réponse apportée ou réponse hors sujet (non adaptée au marché)	0

La note sur 20 du critère « valeur environnementale de l'offre » de chaque candidat sera calculée par la formule suivante :

$$\text{Note}_{\text{enviro du candidat}} = 20 \times \text{Note}_{\text{critère enviro du candidat}} (\text{entre 0 et 5}) / \text{meilleure Note}_{\text{critère enviro}} \text{ obtenue } (\text{entre 0 et 5})$$

5. Formule de calcul de la note finale

La note finale sera constituée de la somme des notes obtenues par chaque critère, pondérées par le coefficient de pondération correspondant. Elle sera exprimée numériquement, avec un maximum de 20 points.

$$\text{Note Finale} = \text{Note}_{\text{Prix}} \times 0,6 + \text{Note}_{\text{Technique}} \times 0,20 + \text{Note}_{\text{environnement}} \times 0,20$$

ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique via la plate-forme de dématérialisation PLACE <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur feront l'objet du traitement prévu à l'arrêté du 22 mars 2019.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5.2 Signature électronique

Les documents du marché listés à l'article 3 du présent règlement de consultation pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

1) au certificat de signature du signataire

2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

5.2.1 Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

L'ensemble des TSL européennes est accessible ici: <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

En particulier, la TSL France est accessible ici: <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

1) la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

5.2.2 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES.
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5.3.1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Nord
Secrétariat Général / Cellule AMG / Pôle Achats
44 ter rue Jean Bart
CS 20275
59019 LILLE CEDEX

Copie de sauvegarde

Offre pour : Entretien de l'assainissement en zones d'accès difficile et de wateringues_DIR Nord/District du Littoral

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Pour la remise de copie de sauvegarde électronique, elle devra être transmise à l'adresse mail suivante : pole-achats.amg.sg.dirn@developpementdurable.gouv.fr

L'objet du mail sera le suivant :

« Copie de sauvegarde pour : Entretien de l'assainissement en zones d'accès difficiles et de wateringues_DIR Nord / District du Littoral »

Les services admis pour l'envoi d'une copie de sauvegarde par lettre recommandée électronique sont les suivants :

- Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr) ;
- Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu) ;
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5.3.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-3-1, lorsque :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique,
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée dans l'AAPC.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Il est expressément demandé à chaque candidat de procéder à une visite des lieux préalable à leur remise d'offre afin de bien évaluer l'ampleur des travaux et appréhender les lieux et leurs contraintes.

Pour organiser la visite obligatoire avant remise des offres, le candidat adressera sa demande sur PLACE en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). Le maître d'œuvre contactera le candidat pour fixer ensuite une date.

Chaque candidat devra signer le procès verbal de visite, qu'il devra joindre à sa candidature pour que celle-ci soit recevable.

La visite sur site est à effectuer au plus tard 15 jours avant la date de remise des plis. En conséquence, chaque candidat devra faire part de son intention de réaliser une visite au plus tard 20 jours avant la date de remise des plis.